



7^e Journée du Refus de l'Échec Scolaire

Inégaux devant la réussite éducative

La France se classe parmi les pays de l'OCDE qui obtient les meilleurs scores pour la réussite de ses élèves, à condition qu'on ne tienne pas compte du groupe d'élèves les plus faibles qui « grève » les résultats nationaux. Notre système scolaire est donc « l'un des meilleurs systèmes scolaires du monde... pour une petite moitié de ses élèves, et l'un des plus mauvais pour l'autre moitié » comme le notent Christian Baudelot et Roger Establet¹

C'est surtout l'un des systèmes où les origines sociales pèsent le plus sur les parcours scolaires. En d'autres mots, notre pays obsédé par l'égalité et la méritocratie républicaine à l'école la plus inégalitaire de l'OCDE. Que l'École française n'arrive pas à résorber les inégalités qui frappent les élèves : cela peut, partiellement du moins, s'entendre. Le problème est qu'elle tend à les accentuer.

Aujourd'hui en France environ 20 % d'élèves sortent de l'école primaire sans une maîtrise suffisante de l'écrit et presque autant sortent du système scolaire sans diplôme. La sociologie de ces élèves est sans appel : 32 % des enfants d'ouvriers sortent du système éducatif sans diplôme contre 5 % d'enfants de cadres².

Plus de 30 ans après la mise en œuvre des zones d'éducatifs prioritaires, à l'heure où le mot d'ordre du Ministre de l'Éducation Nationale est « la lutte contre l'assignation à résidence sociale » et où les comparaisons internationales montrent qu'il n'y a pas de fatalité sociale, il nous paraît urgent de décrypter la question de l'interaction des inégalités sociales et scolaires afin de trouver des solutions pour les élèves les plus fragiles socialement.

Une chose est sûre : la crise que traverse l'école aujourd'hui n'est pas qu'une crise *de* l'école. De ce fait les réponses à apporter à la question des inégalités scolaires seront à chercher dans et en dehors de l'école.

Commençons par rappeler que les inégalités sociales « déterminent » une partie des inégalités scolaires, notamment parce que du milieu familial va principalement dépendre le capital social, culturel et scolaire de l'enfant.

Ces inégalités commencent très tôt, avant l'école, au cours de la petite enfance. Elles vont se développer et se cumuler au fil du parcours. Avant même leur première année en CP, une importante proportion des enfants est déjà touchée par des difficultés que l'école peinera à résorber au cours des dix années suivantes. Ces inégalités sont par exemple très visibles dans le domaine du développement du langage et du rapport à l'écrit. Selon Terra Nova, à quatre ans, un enfant pauvre a entendu 30 millions de mots de moins qu'un enfant issu d'un milieu favorisé³

Monoparentalité, accès au travail, au logement, aux services de petite enfance (les crèches par exemple encore aujourd'hui accessibles en priorité aux familles dont les deux parents sont actifs), accès à des activités périscolaires ou même à des vacances... : autant de facteurs exogènes à l'école qui risquent pourtant d'impacter plus ou moins directement la réussite scolaire des enfants.

¹ *L'élitisme républicain. L'école française à l'épreuve des comparaisons internationales*, éd. du Seuil (2009)

² Source : Observatoire des inégalités

³ *La lutte contre les inégalités commence dans les crèches*, rapport du groupe de travail de Terra Nova présidé par Olivier Noblecourt publié en octobre 2013

Face aux inégalités l'école ne peut pas tout, toute seule : certes. Mais elle peut beaucoup, et l'on peut émettre l'hypothèse qu'elle n'en fait pas assez. La recherche a montré comment l'organisation des systèmes scolaires peut accroître ou atténuer les effets des inégalités sociales sur les inégalités scolaires⁴. En ce sens, poser la question des inégalités scolaires revient à poser la question du choix du modèle scolaire français. Historiquement sélective, notre école avait traditionnellement pour fonction l'attribution d'une place sociale selon la réussite scolaire. Depuis la massification scolaire, notre système est en tension dans sa double mission de sélection (qui entraîne la compétition scolaire) et de lutte contre les inégalités (qui supposerait la promotion de tous les élèves).

Selon François Dubet et Marie Duru-Bellat⁵ les systèmes scolaires les plus égalitaires sont ceux qui mettent en place un tronc commun long et homogène tout en individualisant les pédagogies. Le collège unique s'est mis en place en 1975 mais sa structuration profonde (sur le modèle d'un petit lycée, non comme le prolongement de l'école primaire) n'a pas été bouleversée. Aussi, les élèves vivent-ils l'entrée au collège comme une rupture très forte en termes de contenus et de pédagogie, particulièrement brutale pour les publics les plus fragiles socialement.

Ce sont ces mêmes publics qui vont, à l'issue du collège, être massivement orientés vers le lycée professionnel puisque considérés comme « non apte au lycée général ». Malgré des évolutions notables et une attractivité croissante depuis sa réforme en 2009, le « lycée pro » continue d'être socialement très marqué et perçu, dans l'inconscient collectif, comme stigmatisant contrairement à certains de nos voisins du nord ou de l'est qui valorisent pleinement cette filière à égale dignité avec la filière générale.

Enfin, les inégalités scolaires ne peuvent se réfléchir sans aborder la question territoriale. Parmi les mesures prises pour réguler les inégalités, la plus emblématique est sans doute la mise en place des zones d'éducation prioritaires, à partir des années 80, qui se situe à la croisée des politiques éducatives et territoriales. On sait que la mixité sociale et la mixité de niveaux scolaires sont des facteurs positifs pour la scolarité des enfants. Mais comment mettre en œuvre cette mixité dans les quartiers qui sont eux-mêmes fortement ségrégués et socialement homogènes ?

On observe pourtant que l'école est encore plus ségrégative que le territoire où elle est implantée. Ainsi, dans des quartiers abritant une forte concentration de familles populaires, leur proportion est encore plus élevée à l'école du fait du contournement scolaire des familles plus aisées.

A cette problématique de mixité sociale s'ajoute celle du climat scolaire : c'est dans les collèges les plus homogènes socialement que le climat scolaire va être le plus souvent tendu (rapport violent entre les élèves, sentiment d'injustice scolaire, d'évoluer dans un établissement relégué d'où les bons élèves ont fui...) et les élèves les plus en souffrance.

Selon notre baromètre annuel, 30 % des enfants vont à l'école le matin la boule au ventre. Le fait que les élèves évoluent dans un bon ou un mauvais climat scolaire : n'est-ce pas *aussi* une forme d'inégalité déterminante.

⁴ *Les inégalités scolaires entre l'amont et l'aval. Organisation scolaire et emprise des diplômés*, par François Dubet, Marie Duru-Bellat et Antoine Vérétoit

⁵ *Les Sociétés et leur école. Emprise du diplôme et cohésion sociale*, François Dubet, Marie Duru-Bellat, Antoine Vérétoit, Seuil, 2010

Pas de fatalisme social qui tienne. Oui : il est possible de faire reculer les inégalités face à la réussite scolaire ; c'est le message que nous voulons fortement porter lors de cette 7e Journée du refus de l'échec scolaire. Pas de recette magique mais la conviction que, pour ce faire, la mobilisation de tous les acteurs (parents, enseignants, associations, élèves, ...) s'impose, concomitamment et sur différents tableaux. Quelques pistes se dessinent :

- **Réduire les inégalités en amont de l'école dès la petite enfance** : par exemple, investir les crèches comme des vrais lieux de socialisation et d'éducation et en démocratiser l'accès.
- **Accompagner les parents** : légitimer les familles dans le rôle positif qu'elles peuvent jouer sur l'accompagnement de la scolarité de leurs enfants plutôt d'externaliser les fonctions de l'école et mettre les parents en tension (en leur demandant par exemple de faire les devoirs avec leurs enfants). Selon une étude PISA⁶, le fait que des parents lisent des livres régulièrement à leurs enfants lors de leur première année de primaire ou que, plus tard à l'adolescence, ils discutent avec eux de politique, de cinéma, de livres ou de télévision est l'un des facteurs qui permet d'améliorer le plus significativement les performances scolaires des élèves quelle que soit leur origine sociale.
- **Changer l'école en faisant évoluer notre système** encore bien trop sélectif vers un modèle de « promotion » où chaque enfant, quelles que soient ses capacités et ses appétences, pourra sortir du système scolaire avec une qualification, les compétences nécessaires à son futur parcours social et professionnel, un rapport positif aux apprentissages et une image positive de soi. A ce titre, la mise en œuvre dans les faits d'une école du socle instaurant un continuum primaire / collège et d'un socle commun de connaissances, de compétences et de culture plus à même de valoriser des compétences des élèves peu reconnues par la forme scolaire pourrait être levier déterminant. Une valorisation effective du lycée professionnel qui aurait pour conséquence la diversification des profils sociaux de ses élèves serait également un élément positif.
- **Travailler le territoire** : il s'agit à la fois de repenser les mécanismes favorisant la mixité sociale sur un territoire mais aussi de réfléchir à rendre l'école en zone prioritaire plus attractive aux yeux des familles plus aisées afin de « faire société en faisant école ».

Enfin, l'une des façons d'agir efficacement contre les inégalités scolaires serait aussi d'agir en aval afin de « dépressuriser » l'emprise du diplôme en France. C'est bien parce que le diplôme en France détermine la place sociale que les inégalités scolaires ont un tel impact dans le devenir des individus. Dans cette « course à l'armement scolaire » les familles, ont tout intérêt à creuser l'avantage scolaire de leur enfant, dès lors que son devenir en dépend. On comprend aisément en quoi ce contexte rend peu réalisable l'objectif de « faire société en faisant école ».

A ce titre le cas de l'Allemagne est intéressant. Sélectionnés plus tôt et de manière plus injuste par l'école, les ouvriers allemands connaissent cependant des carrières plus favorables que les ouvriers français grâce à la qualité de leur formation et à un système de mobilité professionnelle plus ouvert parce que moins attaché au poids des diplômes.

⁶ PISA focus n°10 Réussite scolaire : comment les parents peuvent-ils aider leurs enfants OCDE 2011

CONCLUSION :

La question des moyens ne résoudra pas tout mais elle est difficilement évacuable.

D'aucuns ont souligné le peu d'efficacité des politiques d'éducation prioritaire au regard de l'argent public qui y a été investi, mais il convient de rappeler d'une part que les moyens alloués par l'Éducation nationale aux écoles de centre-ville sont plus importants qu'aux écoles en éducation prioritaire⁷ et d'autre part que la France est le seul pays européen à accorder un crédit d'impôt pour soutenir les cours privés. Est-ce là notre priorité politique ?

Plus profondément, si l'on veut améliorer le sort des élèves les plus fragiles, il faut arrêter de « compter sur la hausse du plafond pour relever le plancher » comme le formulent les sociologues Baudelot et Establet.

Pour que la France, à l'instar d'autres pays fasse son « Pisa choc », il nous faudra cesser de considérer l'école depuis son sommet et l'envisager enfin à partir de sa base et dans son ensemble.

Enfin, notre société doit faire face à la nécessité de justifier l'insupportable décalage entre le principe d'égalité particulièrement proéminent en France et la réalité brutale des inégalités : c'est aussi une question de démocratie.

⁷ *Ecole: les moyens attribués renforcent les inégalités*, Le Monde 12.04.2012